

Vidas Poupadas

A acção de três diplomatas portugueses na II Guerra Mundial

18 Dez. 1944

Carta de Jules Gulden, Vice-cônsul de Portugal em Budapeste, Encarregado do Expediente dos Negócios da Legação de Portugal na Hungria, endereçada de Genebra, relatando a sua saída da Hungria e a situação em que ficaram os judeus protegidos pelo Governo português.

(AHD - 2º P., A. 49, M 112)

Genève, le 18 décembre 1944

À Son Excellence
Monsieur António de Oliveira Salazar
Ministre des Affaires Etrangères
Lisbonne

Excellence,

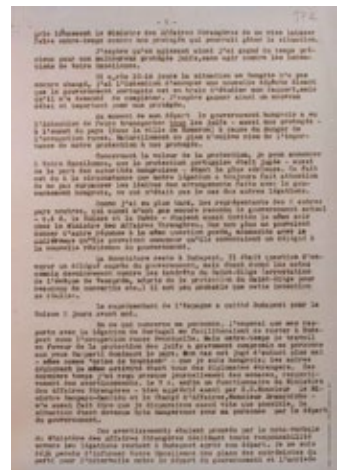
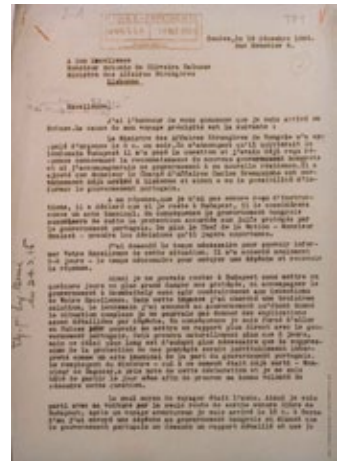
J'ai l'honneur de vous annoncer que je suis arrivé en Suisse. La cause de mon voyage précipite est la suivante:

Le Ministre des Affaires Etrangères de Hongrie m'a appelé d'urgence le 8 c. au soir. En m'annonçant qu'il quitterait le lendemain Budapest il m'a posé la question si j'avais déjà reçu réponse concernant la reconnaissance du nouveau gouvernement hongrois et si j'accompagnerais ce gouvernement à sa nouvelle résidence. Il a ajouté que Monsieur le Chargé d'Affaires Carlos Branquinho est certainement déjà arrivé à Lisbonne et ainsi a eu la possibilité d'informer le gouvernement portugais.

A ma réponse, que je n'ai pas encore reçu d'instructions, il a déclaré que si je reste à Budapest, il le considérera comme un acte inamical. En conséquence le gouvernement hongrois supprimera de suite la protection accordée aux juifs protégés par le gouvernement portugais. De plus le Chef de La Nation -Monsieur Szalasi - prendra les décisions qu'il jugera opportunes.

J'ai demandé le temps nécessaire pour pouvoir informer Votre Excellence de cette situation. Il m'a accordé seulement 2-3 jours - le temps nécessaire pour envoyer une dépêche et recevoir la réponse.

Ainsi je ne pouvais rester à Budapest sans mettre en quelques jours en plus grand danger nos protégés, ni accompagner le gouvernement à Szombathely sans agir contrairement aux intentions de Votre Excellence. Dans cette impasse j'ai cherché une troisième solution. Le lendemain j'ai annoncé au gouvernement qu'étant donné la situation complexe je ne pourrais pas donner des explications assez détaillées par dépêche. En conséquence je suis forcé d'aller en Suisse pour



pouvoir me mettre en rapport plus direct avec le gouvernement portugais. Cela prendra naturellement plus que 3 jours, mais ce délai plus long est d'autant plus nécessaire que la suppression de la protection de nos protégés serait inévitablement interprétée comme un acte inamical de la part du gouvernement portugais. Le remplaçant du Ministre – qui a ce moment était déjà parti – Monsieur de Bagossy, a pris note de cette déclaration et je me suis hâté de partir le jour même afin de prouver ma bonne volonté de résoudre cette question.

Le seul moyen de voyager était l'auto. Ainsi je suis parti avec ma voiture par la seule route de sortie encore libre de Budapest. Après un voyage aventureux je suis arrivé le 16 c. à Berne d'où j'ai envoyé une dépêche au gouvernement hongrois en disant que le gouvernement portugais me demande un rapport détaillé et que je prie instamment le Ministre des Affaires Etrangères de ne rien laisser faire entre-temps contre nos protégés qui pourrait gêner la situation.

J'espère qu'en agissant ainsi j'ai gagné du temps précieux pour nos malheureux protégés juifs, sans agir contre les intentions de Votre Excellence.

Si après 10-14 jours la situation en Hongrie n'a pas encore changé, j'ai l'intention d'envoyer une nouvelle dépêche disant que le gouvernement portugais est en train d'étudier mon rapport, mais qu'il m'a demandé de compléter. J'espère gagner ainsi un nouveau délai si important pour nos protégés.

Au moment de mon départ le gouvernement hongrois a eu l'intention de faire transporter tous les juifs – aussi nos protégés – à l'ouest du pays (dans la ville de Komaron) à cause du danger de l'occupation russe. Naturellement ce plan n'enlève rien de l'importance de notre protection à nos protégés.

Concernant la valeur de la protection, je peux annoncer à Votre Excellence, que la protection portugaise était jugée – aussi de la part des autorités hongroises – étant la plus sérieuse. Ce fait est dû à la circonstance que notre légation a toujours fait attention de ne pas dépasser les limites des arrangements faits avec le gouvernement hongrois, ce qui n'était pas le cas des autres légations.

Comme j'ai su plus tard, les représentants des 2 autres pays neutres, qui aussi n'ont pas encore reconnu le gouvernement actuel – c. à d. la Suisse et la Suède – étaient aussi invités le même soir chez le Ministre des Affaires Etrangères. Eux non plus ne pouvaient donner d'autre réponse à la même question posée, néanmoins avec la différence qu'ils pouvaient annoncer qu'ils enverraient un délégué à la nouvelle résidence du gouvernement.

La Nonciature reste à Budapest. Il était question d'envoyer un délégué auprès du gouvernement, mais étant donné les actes commis dernièrement contre les intérêts du Saint-Siège (arrestation de l'évêque de Veszprem, mépris de la protection du Saint-Siège pour beaucoup de convertis etc.) il est peu probable que cette intention se réalise.

Le représentant de l'Espagne a quitté Budapest pour La Suisse 2 jours avant moi.

En ce qui concerne ma personne, j'espérai que mes rapports avec la légation de Portugal me faciliteraient de rester à Budapest sous l'occupation russe éventuelle. Mais entre-temps le travail en faveur de la protection des juifs a gravement compromis ma personne aux yeux du parti dominant le pays. Mon cas est jugé d'autant plus mal – comme «crime de trahison» – que je suis hongrois : les autres déployant la même activité étant tous des diplomates étrangers. Ces derniers temps j'ai reçu presque journallement des menaces, respectivement des avertissements. Le 7 c. enfin un fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères – bien apprécié aussi par S. E. Monsieur le Ministre Sampayo-Garrido et le Charge d'Affaires, Monsieur Branquinho – m'a aussi fait dire que je disparaisse aussi vite que possible, la situation étant devenue très dangereuse pour ma personne par le départ du gouvernement.

Ces avertissements étaient prouvés par la note-verbale du Ministère des Affaires Etrangères déclinant toute responsabilité envers les légations restant à Budapest après son départ. Je me suis déjà permis d'informer Votre Excellence des plans des extrémistes du parti pour l'intervalle entre le départ du gouvernement et l'arrivée des troupes russes d'occupation. Ces plans étaient d'ailleurs déjà si connus que le Ministre de Suède s'est vu forcé d'intervenir à ce sujet auprès du Chef de La Nation – qui ne pouvait lui donner des assurances que pour le temps qu'il (Monsieur Szalasi) serait encore à Budapest.

Malheureusement il y a aussi des soupçons bien fondés que les 2 employés de notre légation, Peter Pajzs et Thomas Herzog – dont j'ai déjà annoncé la disparition – étaient exécutés par des membres extrêmes du parti. Cela prouve que le gouvernement actuel n'est plus maître de La situation.

En conséquence de tout cela je pense rester ici à Genève, mais si les intérêts du Portugal le demandaient et s'il y avait possibilité technique, je me déclare prêt à rentrer à Budapest dès qu'il y aura un autre régime, éventuellement même sous l'occupation russe.

Les bureaux de la légation et du consulat continuent à fonctionner, dirigés par le comte François Pongracz. Ce dernier est un homme capable, instruit, qui a fait ses études à l'école des diplomates à Vienne. Il a servi déjà sous Monsieur Branquinho qui l'a aussi apprécié. J'ai

toute confiance en lui et espère que même dans ces temps difficiles il mènera à bien son travail ; vu l'absence du gouvernement notre action de protection touche de toute façon déjà à sa fin. Le comte Pongracz connaît parfaitement les instructions reçues de Votre Excellence. En cas de danger la Légation de Suède s'est déclarée prête à prendre sous sa protection nos bureaux. Employés et protégés.

En espérant que Votre Excellence approuvera mon attitude dans cette situation, je La prie, d'agréer l'expression de ma plus haute considération.

a) Dr. Jules Gulden

Vice-consul de Portugal à Budapest
Charge de l'expédition des Affaires de
La Légation de Portugal en Hongrie